« La leçon des midterms est peut-être là. Exiger de ceux qui gouvernent un minimum d'humanité n'est ni toxique ni naïf. Cela peut même être de bonne politique. »

On connaît bien désormais les causes sociales et économiques de la déroute des républicains aux élections de mi-mandat au Congrès états-unien, notamment la vie chère et le coût de la santé. Mais la leçon de ces élections est d'ordre éthique. En 1992, alors que les Etats-Unis traversaient une période de difficultés économiques, James Carville, stratège de la campagne de Bill Clinton, avait lancé une formule devenue célèbre : *« It's the economy, stupid ! »* Il s'agissait de rappeler aux démocrates que l'essentiel était de revenir aux préoccupations économiques ordinaires des citoyens.

On pourrait certes reprendre cette idée pour expliquer les résultats des élections de mi-mandat. Mais quelque chose d'autre semble s'exprimer dans la société états-unienne et espérons-le, globale. Après des mois de brutalité revendiquée, de mépris pour les plus vulnérables, de corruption massive, de conflits d'intérêts et de décisions délirantes et arbitraires, de mensonges banalisés et d'attaques contre les femmes et la diversité, une question revient au premier plan : comment peut-on traiter ainsi les êtres humains ? Comment peut-on délibérément prôner le mal, comme Elon Musk, début novembre, en mettant à l'honneur Dark Vador dans un mème qui réclame une fin alternative à la saga *Star Wars* ? Bref, on peut retourner le slogan : *« It's ethics, stupid ! »*

La cruauté envers les pauvres et les handicapés, l'humiliation par les remarques déplacées sur le physique des personnes, l'indifférence à la souffrance des autres (le « *I don't care* », « je m'en fiche », affiché fièrement par Melania Trump au dos d'une de ses vestes) sont devenues soudain intolérables, au moins pour une majorité de citoyens. Ce qui est en jeu est aussi le refus de voir le pouvoir politique devenir instrument d'enrichissement personnel ou de vengeance.

L'une des caractéristiques de la seconde administration Trump est la banalisation de conduites que la morale ordinaire exclut : mentir, profiter de sa position pour favoriser ses intérêts, intimider ou réduire au silence ses ennemis, se considérer au-dessus des règles. Ou la disparition de toute réciprocité et égalité : exiger pour soi les droits qu'on refuse aux autres, transformer ses adversaires en ennemis à éliminer. L'arbitraire est présenté comme de la détermination ou du courage, l'enrichissement et les conflits d'intérêts massifs comme des preuves de réussite ou de sens des affaires. La défense des personnes vulnérables est de l'assistanat, l'attention aux discriminations et aux injustices une obsession « woke », la diversité une menace de « submersion ».

On peut se demander aujourd'hui comment on a pu tolérer un tel renversement des valeurs morales, qui sont de fait minimales. On pense à James Talarico, démocrate texan, qui revendique ouvertement sa foi chrétienne et refuse de laisser au nationalisme religieux le monopole du langage moral. Il ne s'agit certainement pas de faire de la religion le fondement de la politique, encore moins de l'éthique. Sa défense d'une démocratie multiraciale montre qu'il est possible de parler de morale sans moralisme.

Dans l'Ohio, Amy Acton, médecin élue gouverneure, a placé la décence et l'unité au cœur de son discours, lors d'une campagne d'une rare violence, marquée par des attaques personnelles, où son adversaire a mobilisé contre elle sa propre mère qui l'avait abandonnée enfant. Dans ces parcours se dessine une même possibilité : celle d'une politique de l'attention qui n'a pas peur de reconnaître la vulnérabilité.

Cette situation conduit à reconsidérer une opposition structurante en philosophie morale contemporaine. Le philosophe Ruwen Ogien *[1949-2017]* avait défendu une éthique minimale fondée sur trois exigences : ne pas nuire à autrui, respecter la diversité des conceptions du bien et accorder à chacun une égale considération. L'éthique du *care* en a justement contesté les limites : il ne suffit pas de ne pas faire de mal, encore faut-il prêter attention aux besoins des autres, reconnaître nos dépendances et répondre aux vulnérabilités.

Mais nous voici dans une situation nouvelle. Nous pensions devoir élargir l'éthique minimale par le *care*, nous découvrons qu'il faut désormais défendre jusqu'à la possibilité même de la vie morale. Le *care* et l'éthique minimale, malgré leur écart, se retrouvent autour d'une exigence commune : reconnaître que toute vie compte et que nul ne peut être exclu par avance de l'attention morale. Il ne s'agit pas d'imposer une conception particulière du bien, ou demander que chacun aime tout le monde, mais de préserver un minimum d'humanité, à l'heure où l'empathie est criminalisée et la cruauté érigée en qualité politique.

Il ne faut certes pas idéaliser les résultats d'une élection, ni trop en attendre ni imaginer que le retour de quelques mots-clés – honnêteté, décence, compassion, espoir – suffira à transformer l'Amérique, encore moins le monde.

Ce qui est en jeu n'est pas quelque retour de la morale en politique, encore moins celui de l'ordre moral. C'est la possibilité de maintenir un monde commun où ce qui arrive aux autres, partout, nous concerne. La leçon discrète des midterms est peut-être là. Exiger de ceux qui gouvernent un minimum d'humanité n'est ni toxique ni naïf. Cela peut même être de bonne politique.

Adapté d'une tribune de Sandra Laugier, professeure de philosophie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, dans *Le Monde*, 7 novembre 2026